



Vingt-et-un (21) organismes de défenses des droits humains dont le RNDDH, POHDH, IMED et JILAP, déplorent la non-tenue des élections depuis trois ans et parlent de violation de droits civils et politiques. Selon ces organismes, la crise pré-électorale actuelle annonce des moments encore plus difficiles et incertains dans le pays durant l'année 2015.

Dans une note en date du jeudi 27 novembre, les défenseurs de droits humains fustigent le comportement passif des autorités qui, pensent-ils, ne s'inquiètent pas de la dégradation du climat politique.

“Les autorités enfoncent davantage le pays dans l'instabilité et la confrontation par leurs comportements irresponsables et irrespectueux de la loi et des principes républicains”, indiquent les organismes.

Si rien n'est fait jusqu'ici, la crise politique affectera pleinement les conditions socio-économiques, déjà très précaires, de la grande majorité de la population, prévient les défenseurs de droits humains.

Haïti:une vingtaine d'organismes de défense des droits humains craignent le pire en 2015

Écrit par GA/HPN

Vendredi, 28 Novembre 2014 11:41

Par ailleurs, ils attirent l'attention sur les mauvaises conséquences que pourraient avoir les troubles politiques sur les prévisions budgétaires inscrites dans la loi de finances 2014-2015.

“La crise politique qui perdure et dégénère sont susceptibles de ralentir les investissements et du même coup empêcher le décaissement des fonds internationaux qui représentent une grande partie du budget national”, poursuivent-ils.

Pour conclure, ces organismes de défense de droits humains appellent au respect des droits de la population indiquant que la justice haïtienne ne devrait pas être un instrument de répression aux mains de l'Exécutif.

Pour éviter au pays le pire en 2015, ces 21 organismes de défense des droits humains invitent les acteurs à trouver au plus vite un consensus.

Suivent les signatures

1. Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) ;

Antonal MORTIME

2. Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme (CARDH) ;

Gédéon JEAN

3. Groupe d'Intervention en Droits Humains (GIDH) ;

Stephora BIEN AIME

4. Vision Haïtienne des Droits de l'Homme (VHDH) ;

Romulus JULES

5. Solidarité de Défense des Droits Humains (SODDH) ;

Pierre Garot NERE

6. Centre Œcuménique des Droits Humains (CEDH) ;

Sylvie BAJEUX

7. Commission Episcopale Nationale Justice et Paix (CE-JILAP) ;

Jocelyne Colas NOEL

8. Combite pour la Paix et le Développement (Combite pour la Paix);

Fritzel PIERRE

9. Sant Karl Levêque (SKL) ;

William DEJEAN

10. Observatoire Haïtienne de la Justice (OHJ) ;

Harry MILIEN

11. Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) ;

Philippe JEAN THOMAS

12. Fondation « Zanmi Timoun » (Collectif de Défense des Droits de l'Enfant);

Guylande MESADIEU

13. Action des Unités Motivées pour une Haïti de Droit (AUMOHD) ;

Evel FANFAN

14. Programme pour une Alternative de Justice (PAJ) ;

Freud JEAN

15. Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED) ;

Suzy CASTOR

16. Action pour l'Abolition de la Torture Haïti (ACAT-Haïti) ;

Steve Michel PETIT-HOMME

17. Institut Culturel Karl Levêque (ICKL) ;

Raoul VITAL

18. Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) ;

Vilès ALIZAR

19. Institut d'Education Mobile et Démocratique (IMED) ;

Kettly JULIEN

20. Fondation du Groupe d'Assistance Juridique (FGAJ) ;

Léon DUMONVIL

21. Défenseurs sans Frontières des Droits Humains (DESAFRODH) ;

Nancy VIGNE

Pour authentification :

Antonal MORTIME

Secrétaire Exécutif POHDH

GA /HPN